



**PRÉFET
DE LA SEINE-
SAINT-DENIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, De l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EQUINIX France

31 - 35 rue de la fédération
75015 Paris

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0007408791

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement EQUINIX France implanté 10 RUE WALDECK ROCHET BATIMENT 520 93300 Aubervilliers. L'inspection a été annoncée le 09/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQUINIX France
- 10 RUE WALDECK ROCHET BATIMENT 520 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007408791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EQUINIX FRANCE exploite sur son site EQUINIX PA6 à Aubervilliers un centre de gestion des données informatiques (datacenter). Cette activité nécessite l'exploitation d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : groupes électrogènes et stockages de fioul associés ; accumulateurs et batteries (secours de l'alimentation électrique du site) ; groupes froids (régulation de la température des salles informatiques).

Le site se compose actuellement d'un bâtiment comportant une partie administrative, une partie dédiée aux équipements informatiques et une partie à

vocation technique qui accueille notamment la production de froid et l'alimentation électrique. L'exploitant dispose sur son site de :

- 10 groupes électrogènes alimentés au fioul domestique ;
- 6 onduleurs d'une puissance de charge totale en courant continu de 1280 kW ;
- 14 groupes froid, 16 « roof top » et une pompe à chaleur, utilisant des fluides émettant des gaz à effet de serre.

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral du 20 août 2010 et a fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire le 2 mai 2017 mettant à jour le classement des installations et désignant la rubrique 3110 comme rubrique principale pour l'application des MTD. Le classement du site a été par la suite remis à jour par lettre préfectorale du 1er octobre 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque accidentel
- Rejet air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas

contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a montré une volonté de brider la puissance totale de ses groupes électrogène de sorte à passer sous le seuil d'autorisation et IED de 50 MW. Un porter à connaissance sur ce sujet sera nécessaire afin de juger de la faisabilité de cette proposition.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Combustibles.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4	/	Sans objet
2	Démarrages et arrêts.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14	/	Sans objet
3	Mesures périodiques.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26	/	Sans objet
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article I > 3.6.	/	Sans objet
5	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatic...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1	/	Sans objet
6	Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatic...	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7,5,2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu, aucune non conformité n'a été relevée lors de l'inspection.

Une forte démarche de suivi et d'amélioration est présente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Combustibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.
Constats : Les 10 groupes électrogènes du site fonctionnent tous au fioul. Un stockage total de 160 m3 est présent ainsi qu'une réserve journalière de 500 litres pour chaque groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Démarrages et arrêts.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.
Constats : Les démarrages et les arrêts sont automatiques. Des maintenances sont réalisées deux fois par mois en suivant une checklist précise, améliorée avec le temps, basée sur les consignes du constructeur et le retour d'expérience de l'exploitant. Ces consignes sont indiquées dans un logiciel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures périodiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.
Constats : Les mesures des émissions atmosphériques sont effectuées par la société socotec, accompagnée de ENERIA qui s'occupe de la maintenant des groupes électrogènes. Les groupes fonctionnement moins de 500 heures par an (une vingtaine d'heures) et ces mesures sont réalisées tous les 5 ans
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article I > 3.6.
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : Les installations électriques ont été vérifiées du 10/10/22 au 02/11/22 par la société SOCOTEC qui les a également contrôlées par thermographie infrarouge du 05 au 07/09/22.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n° 517/2014 :
Constats : L'inspection a demandé des rapports de contrôle par sondage. En effet la société de contrôle réalise 1 rapport par circuit soit au total plus d'une centaine de rapports disponibles. Le dernier date du 24/02/23 et provient de la société Master air conditionning.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Contrôle d'étanchéité des équipements frigorifiques, climatiq...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
Constats : L'opérateur a bien apposé une vignette adhésive suite à son contrôle des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/2010, article 7,5,2
Thème(s) : Risques accidentels, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Le personnel est formé et entraîné à leur utilisation.
Constats : Les extincteurs du site ont été vérifiés le 21/09/22 par la société SICLI, les appareils anciens ou défectueux ont tous été remplacés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet